

CEP SUR CREDIT SUISSE

Il ne faudra pas rater les vrais responsables de la débâcle

Enquêter sur les responsabilités politiques est nécessaire, faire l'impasse sur le comportement du Crédit Suisse c'est rater la vraie cible.

La CEP n'aura pas dans le viseur le Crédit Suisse et ses dirigeants, mais bien les Autorités fédérales, soit le Conseil fédéral, la Banque nationale suisse (BNS) et l'autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA). C'est la loi, dont acte. En fine politique et responsable éprouvée, Isabelle Chassot, présidente de la CEP, prend soin de l'explicitier d'emblée : « Il y a d'autres instruments pour analyser la responsabilité des banques et des banquiers ». Voilà qui est clair. L'enquête portant sur les décisions d'exception de nos Autorités est une très bonne chose dans une démocratie comme la nôtre. Et nécessaire pour restaurer la confiance de notre Place financière mise à mal par les errances graves et répétitives des dirigeants du Crédit Suisse. A la condition que la CEP, d'une part garde son indépendance politique face aux experts consultés dans une matière hautement technique et de résonance internationale, et d'autre part n'entre pas en tentation d'instrumentaliser le débat. Voilà pour le premier coup. Quant au second, l'accès aux tenants et aboutissants des décisions de nos Autorités devrait ouvrir la porte à ces « autres instruments » pour cibler enfin le véritable responsable : le Crédit suisse et ses dirigeants. Leur impunité serait un scandale pour les clients, les employés, la Place financière suisse, nous tous. Gageons que la déclaration liminaire de la présidente assure la détente à deux coups.

Jean-Marie Brandt, 1009 Pully, 24Heures, courrier des lecteurs, 19 juin 2023